

# FEM

## FINANCER L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



FONDS  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
MONDIAL

INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE



## Fonds pour l'environnement mondial

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) réunit 178 pays — en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé — pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial. Organisme indépendant, le FEM accorde des aides financières aux pays en développement ou en transition pour réaliser des projets dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique, des eaux internationales, de la dégradation des sols, de la couche d'ozone et des polluants organiques persistants. Ces projets profitent à l'environnement à l'échelle de la planète. Ils sont le trait d'union des enjeux écologiques à l'échelle locale, nationale et mondiale, et favorisent l'adoption de moyens d'existence viables.

Créé en 1991, le FEM est aujourd'hui la première source de financement des projets d'amélioration de l'état environnemental du globe. Il a accordé des aides à hauteur de 7,4 milliards de dollars sur ses fonds propres et mobilisé plus de 28 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de quelque 1 980 projets dans plus de 160 pays en développement ou en transition. Dans le cadre de son programme de microfinancements, il a

également accordé plus de 7 000 financements, en allouant chaque fois, sans intermédiaire, jusqu'à 50 000 dollars à des organisations non gouvernementales et à des organismes de proximité.

Le FEM est un partenariat qui rassemble dix organisations : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) contrôle la qualité technique et scientifique des politiques et projets du FEM.

### Le FEM et les conventions internationales sur l'environnement

Le FEM fait office de mécanisme financier pour la mise en œuvre des conventions internationales sur la



biodiversité, le changement climatique et les polluants organiques persistants. Il est également un rouage du mécanisme financier de la convention sur la lutte contre la désertification et collabore étroitement avec les instances d'autres traités et instruments.

### Échantillon des effets de l'action du FEM sur le changement climatique

#### Atténuation

- Les habitations de plus d'un million de ménages ruraux sont électrifiées par des convertisseurs d'énergie solaire photovoltaïque. La capacité de production de l'électricité d'origine éolienne est passée de zéro à 1 700 mégawatts, ce qui permet d'alimenter plus de 5 millions de logements classiques. À elle seule, l'Inde compte aujourd'hui 40 000 réverbères solaires.
- Cinq millions de lampes à basse consommation ont été installées. En Pologne, la part des ménages éclairés par des ampoules fluocompactes est passée de 11 à 20 %.
- Pendant leur durée de vie, les projets du FEM approuvés entre 2003 et 2006 dans le domaine de l'énergie (énergies renouvelables et maîtrise de l'énergie) réduiront directement de 388 millions de tonnes les émissions de gaz à effet de serre. Selon des estimations prudentes, ils réduiront indirectement aussi ces émissions dans une proportion de 1,726 à 3,176 millions de tonnes.

#### Adaptation

- Le FEM a accordé 280 millions de dollars à l'appui de l'adaptation au changement climatique dans le cadre de sa priorité stratégique « adaptation », du

Fonds pour les pays les moins avancés et du Fonds spécial pour les changements climatiques.

## HISTORIQUE DE L'AIDE DU FEM À L'APPUÏ DE L'ADAPTATION

Donnant suite aux directives de la Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le FEM a initialement adopté une « approche par phases » en matière d'adaptation. La phase I fait intervenir des évaluations, la phase II vise à renforcer les capacités.

Signalons aussi que le FEM finance des évaluations de la vulnérabilité et des mesures d'adaptation nécessaires dans le cadre de son aide à la préparation des communications nationales au titre de la CCNUCC. Depuis sa création, le FEM a décaissé environ 120 millions de dollars à l'appui de la préparation de ces communications. Les pays consacrent une part importante de ces ressources aux évaluations de leur vulnérabilité et des mesures d'adaptation nécessaires.

En outre, les projets financés par le FEM au cours des phases I et II renforcent la capacité des pays en développement, plus particulièrement des petits États insulaires, à rassembler et traiter des données. Ces projets aident aussi à créer les capacités institutionnelles et locales nécessaires pour passer au stade suivant et commencer à exécuter des projets d'adaptation sur le terrain.

En 2001, la Conférence des parties a donné mandat au FEM de financer des projets d'adaptation sur le terrain. Appliquant cette directive, le FEM a commencé à

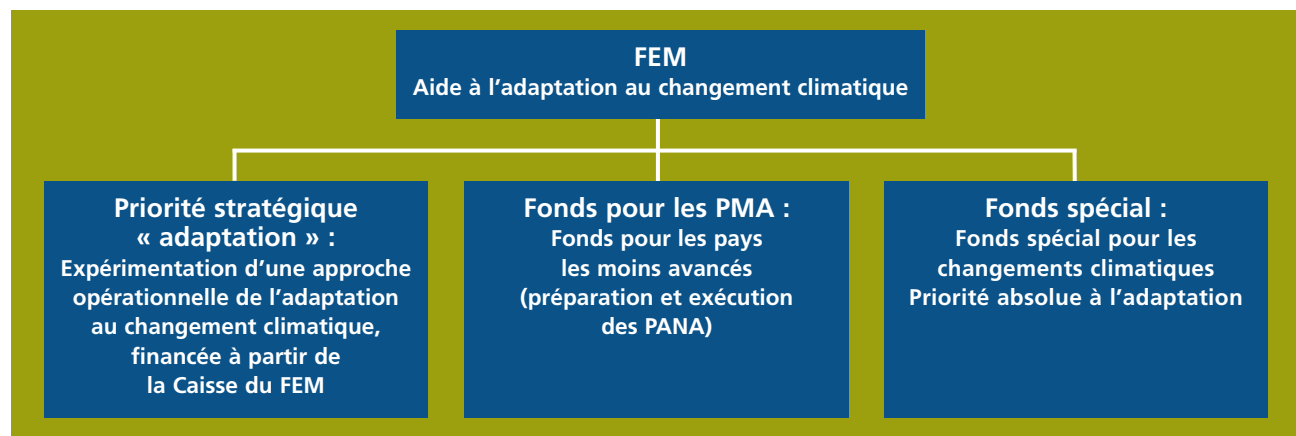


Tableau 1. Projets du FEM dans le cadre de la phase II

<i>Intitulé du projet</i>	<i>Agent d'exécution</i>	<i>Financement du FEM (USD M)</i>
Planification pour l'adaptation aux changements climatiques dans les Caraïbes (CPACC)	Banque mondiale	6,5
Projet d'assistance concernant les changements climatiques dans les îles du Pacifique (PICCAP)	PNUD	3,44
Prise en compte systématique de l'adaptation au changement climatique dans les Caraïbes	Banque mondiale	5,345
Amérique centrale : Renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique (phase II)	PNUD	3,315
Évaluations des impacts et des possibilités d'adaptation aux changements climatiques dans les différents secteurs et régions vulnérables (AIACC)	PNUD	7,5
Chine : Recherches ciblées dans le domaine des changements climatiques	PNUD	1,72

financer des mesures d'adaptation à l'aide de trois mécanismes : 1) La priorité stratégique « adaptation », un projet pilote de 50 millions de dollars financé sur les ressources de la Caisse du FEM ; 2) Le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA), auquel seuls les 49 pays les moins avancés ont accès ; et 3) Le Fonds spécial pour les changements climatiques (Fonds spécial), auquel tous les pays en développement ont accès. Ces mécanismes intègrent l'adaptation aux activités de promotion du développement.

## FINANCER L'ADAPTATION : LES NOUVEAUX FONDS POUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Priorité stratégique « adaptation »

Cette priorité stratégique fut une initiative sans précédent au niveau du FEM, mais aussi à l'échelle mondiale, les organisations d'aide bilatérale et multilatérale ayant jusqu'alors privilégié davantage les recherches, les évaluations et les outils de contrôle que les mesures d'adaptation sur le terrain. Dans le cadre de ce programme, le FEM finance les premiers projets d'adaptation concrets, appliquant des mesures visant expressément à réduire l'exposition aux risques et accroître la capacité d'adaptation des populations vulnérables et des écosystèmes dont elles dépendent pour vivre.

Les exemples suivants illustrent le type de projets d'adaptation financés par le FEM dans le cadre de cette priorité stratégique.

**Îles des Caraïbes (Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines).** Les petits États insulaires sont très exposés aux effets du changement climatique du fait de leur prédisposition au risque d'élévation du niveau de la mer, de la présence d'infrastructures essentielles sur le littoral et de la concentration de la population le long des côtes. Ce projet vise à aider la Dominique, Sainte-Lucie, et Saint-Vincent-et-les Grenadines à appliquer des mesures pilotes d'adaptation bien précises pour s'attaquer aux effets de la modification du climat sur le patrimoine naturel de la région. Il met l'accent sur la préservation de la biodiversité et la gestion durable des sols dans les zones côtières, et sur l'utilisation durable des ressources en eau douce. Ces activités pilotes jetteront les bases de l'acquisition des connaissances et du renforcement des capacités d'adaptation nécessaires non seulement dans les pays bénéficiaires du projet, mais dans toute la région des Caraïbes.

**Colombie.** La Colombie est très exposée aux effets du changement climatique dans un grand nombre de secteurs et de régions. La fonte des glaciers des Andes limitera l'eau disponible pour les écosystèmes de montagne fragiles, les usages agricoles et domestiques, et les centrales hydrauliques. L'élévation

Tableau 2. Projets au titre de la priorité stratégique « adaptation »

<i>Pays/région</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Entité d'exécution</i>	<i>Financement (approuvé)</i>	<i>Cofinancement (total approuvé/prévu)</i>
Kiribati	Programme national d'adaptation au changement climatique – Phase pilote de mise en œuvre	Banque mondiale	1 800 000	4 800 000
Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines	Application de mesures pilotes d'adaptation au changement climatique dans les zones côtières	Banque mondiale	2 100 000	3 370 000
Colombie	Programme national intégré d'adaptation au changement climatique : Écosystèmes de haute montagne, zones insulaires des Caraïbes colombiennes et santé humaine	Banque mondiale	5 400 000	9 500 000
Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay, Uruguay	Gestion durable des ressources en eau du bassin de la Plata au regard des effets de la variabilité et de la modification du climat	PNUE	1 000 000	50 561 962
Projet mondial	Adaptation au changement climatique : Mécanisme d'apprentissage par la pratique	PNUD	723 600	645 000
Hongrie	Évaluation intégrée de la vulnérabilité de la région du lac Balaton : Stratégies de préalerte et d'adaptation au changement climatique	PNUD	985 000	3 090 000
Kenya, Madagascar, Mozambique, Rwanda, Tanzanie	Prise en compte de la vulnérabilité et de l'adaptation au changement climatique pour la planification et la mise en œuvre de politiques de développement durable en Afrique australe et orientale	PNUE	1 000 000	1 265 000
Mozambique	Développement axé sur les petits exploitants et impulsé par le marché dans la vallée du Zambèze	Banque mondiale	1 520 000	21 200 000
Namibie	Adaptation au changement climatique par l'amélioration des cultures et de l'élevage traditionnels	PNUD	960 000	5 795 806
Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Cap-Vert	Adaptation au changement climatique – Faire face à la modification du littoral et à son impact sur les populations d'Afrique de l'Ouest par la gestion intégrée des zones côtières	PNUD	3 300 000	9 729 517
Sri Lanka	Restauration et gestion durable du littoral selon un mode participatif dans la province orientale de Sri Lanka après le passage du tsunami	FIDA	1 919 915	7 569 450
Projet mondial	Programme d'adaptation de proximité (Bangladesh, Bolivie, Niger, Samoa, Guatemala, Jamaïque, Kazakhstan, Maroc, Namibie, Viet Nam)	PNUD	4 525 140	4 525 140
Yémen	Adaptation au changement climatique par l'utilisation de la biodiversité des cultures pluviales des hauts plateaux	Banque mondiale	4 000 000	4 080 000
Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname, Venezuela	Gestion durable et intégrée des ressources en eau transnationales du bassin de l'Amazonie	PNUE	2 000 000	43 780 000

du niveau de l'océan entraînera l'inondation des zones côtières, provoquant des intrusions d'eau salée, contraignant les populations du bord de mer à se déplacer et détruisant les écosystèmes du littoral. L'objet de ce projet est de prendre en compte la vulnérabilité à ces risques par une approche globale du renforcement des capacités et des activités pilotes d'adaptation au niveau local. Le projet établit également des liens entre les activités d'atténuation et d'adaptation. La Colombie étant très tributaire de ses centrales hydrauliques, des mesures d'adaptation prise en temps utile pour mieux gérer les ressources en eau permettront d'éviter, au moins partiellement, le recours à des combustibles fossiles pour compenser la baisse de production d'électricité.

### Fonds pour les pays les moins avancés

À ce jour, le FEM a mobilisé 165 millions de dollars au profit du Fonds pour les PMA. Monté en collaboration avec ces pays, ce mécanisme suit une procédure

allégée (principes, modalités et critères simplifiés d'accès aux financements) qui répond à leurs besoins. Les résultats parlent d'eux-mêmes. Bien qu'étant parmi les plus pauvres du monde et les moins à même de s'adapter aux méfaits de l'évolution du climat, 21 de ces pays ont déjà présenté leur plan d'action national pour l'adaptation au changement climatique (PANA) et dix d'entre eux ont soumis un plan concret d'adaptation à l'approbation du FEM dans le cadre du Fonds.

Les PMA ont réalisé des progrès impressionnants sur la voie de l'adaptation au changement climatique. Ils sont maintenant à même de faire profiter d'autres pays dans le monde de leur expérience et de leurs acquis en la matière.

**Bhoutan.** Le PANA du Bhoutan a souligné que le pays était exposé au débordement des lacs glaciaires. L'augmentation du niveau des eaux peut atteindre un seuil critique et provoquer des inondations

Tableau 3. Projets du FEM au titre du Fonds pour les pays les moins avancés

<i>Pays/région</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Entité d'exécution</i>	<i>Financement (approuvé)</i>	<i>Cofinancement (total approuvé/prévu)</i>
Bangladesh	Boisement des zones côtières pour une adaptation de proximité au changement climatique	PNUD	3 000 000	6 080 000
Bhoutan	Réduction des risques induits par le changement climatique et de la vulnérabilité aux risques de débordement des lacs glaciaires dans les vallées de Punakha-Wangdi et de Chamkar	PNUD	3 455 050	3 496 224
Érythrée	Changement climatique : Intégration des risques à la gestion de proximité du bétail dans les plaines du Nord-Ouest	PNUD	3 000 000	3 460 000
Niger	Application des mesures prioritaires du PANA pour renforcer la capacité d'adaptation du secteur de l'agriculture au changement climatique	PNUD	1 900 000	4 050 000
Malawi	Changement climatique : Adaptation de l'agriculture et des moyens de subsistance en zone rurale	BAfD	3 000 000	24 393 750
Mauritanie	Améliorer la gestion des bassins hydrographiques pour réduire la vulnérabilité des zones d'oasis arides face à la modification et à la variabilité du climat	PNUE	1 630 000	1 400 000
Samoa	Mesures intégrées d'adaptation au changement climatique	PNUD	2 000 000	2 000 000

soudaines et catastrophiques dans les vallées en aval. Des crues brutales d'une telle importance sont une menace majeure pour les populations et pour les infrastructures et l'économie des vallées affectées, notamment dans le secteur agricole. Dans le sillage de son PANA, le Bhoutan a demandé un financement au Fonds pour les PMA afin de réduire son exposition au débordement des lacs glaciaires. Ce projet s'articule autour d'une stratégie à deux volets. D'une part, des mesures physiques seront prises pour faire baisser artificiellement les eaux des lacs les plus sensibles, d'autre part, les capacités de riposte et de prévision seront renforcées par des mesures ciblées de gestion des risques de catastrophes naturelles et par la mise en place de systèmes de préalerte.

**Malawi.** Plus de 80 % de la population malawienne vivant de la petite agriculture, le pays dépend beaucoup des cultures pluviales de subsistance. Face à l'accélération des épisodes météorologiques extrêmes, tels que les inondations et les sécheresses à répétition, l'effort de promotion d'une croissance économique durable et d'amélioration des moyens d'existence en zone rurale risque d'échouer. Un projet financé par le Fonds pour les PMA s'attaque à ce problème à l'aide des deux composantes suivantes : a) investissements destinés à améliorer les façons culturales, la gestion des sols, les écosystèmes, mais aussi les moyens de subsistance en zone rurale par des interventions ciblées d'adaptation favorisant la diversification et la rotation des cultures, le travail du sol réduit au minimum, le stockage des vivres, l'irrigation et l'utilisation efficace de l'eau ; et b) création d'un environnement favorable à la gestion du risque climatique, notamment par un travail d'élaboration et d'application de politiques publiques, de coordination institutionnelle et de développement des connaissances sur la gestion de ce risque.

### Fonds spécial pour les changements climatiques

Créé dans le cadre de la CCNUCC, le Fonds spécial répond aux besoins particuliers des pays en développement dans le cadre du régime climatique en vigueur. Il propose quatre guichets de financement : a) adaptation, la priorité absolue ; b) transferts de technologies ; c) énergie, transports, industrie, agriculture, foresterie et gestion des déchets ; d) diversification de l'économie. Les ressources consacrées à l'adaptation atteignent aujourd'hui environ 65 millions de dollars.

**Bolivie, Équateur, Pérou.** Dans les pays andins, des millions de personnes dépendent des eaux de fonte pour répondre à leurs besoins quotidiens en eau douce. Le recul rapide des glaciers prévus pour les prochaines années mettra à mal l'accès à cette ressource, fragilisant l'agriculture, la production des centrales hydrauliques et la santé. Dans le cadre du Fonds spécial, le FEM finance un projet comportant des mesures de lutte contre les conséquences prévues du très grave retrait glaciaire résultant du réchauffement climatique. Il s'agira de concevoir et d'appliquer des mesures pilotes d'adaptation pour s'attaquer stratégiquement à ce problème par l'adoption de plans de gestion de l'alimentation en eau potable des zones urbaines, la promotion de modes de gestion agricole plus économes en eau et l'application de mesures visant à accroître la capacité naturelle de stockage de la ressource dans les écosystèmes des zones de montagne.

**Chine.** Plus de 400 millions de personnes vivent dans la région des 3-H (bassins du Huang, du Huai et du Hai), grenier à céréales du pays. Compte tenu de la forte demande d'eau, la région est exposée à la baisse du débit des fleuves et à la mauvaise reconstitution des nappes, conséquences prévues de la modification du climat. À cela s'ajoute le fait que la hausse des températures pourrait encore accroître la demande d'eau dans le secteur agricole, provoquant une grave pénurie de la ressource et, à terme, des céréales, dont vivent des millions de personnes. La Chine a sollicité un financement du Fonds spécial pour mettre en œuvre des mesures destinées à renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique du développement agricole et de la gestion des ressources en eau dans la région des 3-H. À cette fin, il s'agira de définir et de mettre à l'essai toute une palette de formules d'adaptation témoins s'organisant autour de la recherche de nouvelles sources d'alimentation en eau, de l'efficacité accrue de l'irrigation et de la promotion de cultures de substitution (plus économes en eau). Le projet contribue aussi à la prise en compte systématique de l'adaptation dans les plans nationaux de développement agricole.

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES PREMIÈRES ACTIVITÉS SUR LE TERRAIN

Les projets d'adaptation décrits plus haut sont parmi les premiers à être exécutés sur le terrain dans le



**Tableau 4. Projets du FEM au titre du Fonds spécial pour les changements climatiques**

<i>Pays/région</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Entité d'exécution</i>	<i>Financement (approuvé)</i>	<i>Cofinancement (total approuvé/prévu)</i>
Tanzanie	Prise en compte systématique du changement climatique dans la gestion intégrée de la ressource en eau du bassin du Pangani	PNUD	1 000 000	1 574 875
Éthiopie	Adaptation à la sécheresse et au changement climatique	PNUD	995 000	1 866 667
Mozambique	Adaptation à la sécheresse et au changement climatique	PNUD	960 000	929 840
Zimbabwe	Adaptation à la sécheresse et au changement climatique	PNUD	983 000	1 156 000
Guyana	Projet d'adaptation de Conservancy	Banque mondiale	3 800 000	16 200 000
Kenya	Adaptation au changement climatique en zones arides	Banque mondiale /PNUD	6 500 000	44 844 681
Bolivie, Pérou, Venezuela	Élaboration et exécution de mesures pilotes d'adaptation au changement climatique dans les Andes	Banque mondiale	6,900,000	21,750,000
Équateur	Adaptation au changement climatique par une gouvernance efficace du secteur de l'eau	UNDP	3,000,000	6,000,000
Chine	Prise en compte systématique de l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources en eau et le développement rural	Banque mondiale	5,000,000	50,000,000

monde. La conception, la préparation et l'exécution de ces projets n'ont pas été chose facile à différents niveaux, compte tenu des différentes capacités au sein des pays. En outre, seuls quelques pays avaient défini les mesures d'adaptation à mettre en œuvre et étaient prêts à solliciter un financement. Un dialogue permanent entre les pays, les Entités d'exécution et le FEM a fait naître une dynamique pour passer des évaluations à l'action. Un ensemble de projets comprenant des mesures d'adaptation concrètes a commencé à être constitué et présenté. Le portefeuille en résultant comporte à la fois des travaux préparatoires et des activités d'adaptation. Accompagnant ce processus, les services du FEM ont travaillé en coopération avec les Entités d'exécution à la préparation de modalités d'application conformes aux directives reçues au titre de la Convention, pour guider l'élaboration et l'exécution de projets. Ce

processus a également fait intervenir des ateliers et des séminaires qui ont réuni le FEM, les Entités d'exécution et les pays vulnérables, à commencer par les PMA et les petits États insulaires.

Grâce aux nouveaux mécanismes de financement dans le domaine du climat, les Entités d'exécution du FEM encouragent des approches novatrices qui intègrent l'adaptation aux programmes et politiques de développement.

Les premières actions menées par le FEM en matière d'adaptation permettent de tirer quelques enseignements :

A : Les capacités et connaissances de base varient beaucoup d'un pays à l'autre. Il faut pleinement tenir compte de la situation propre à chaque pays avant de



démarrer un projet d'adaptation. Dans certains cas, un travail préparatoire visant à renforcer les connaissances, réunir les informations manquantes ou mieux traiter les données sera nécessaire avant de passer à l'action. Tous les projets finiront toutefois par comporter des mesures d'adaptation concrètes.

- Bien que les connaissances sur l'adaptation, les données sur le climat et l'aptitude à traiter les données doivent encore s'améliorer, tous les pays, y compris les PMA, ont une information suffisante pour commencer à appliquer des mesures d'adaptation et faire financer leurs plans à l'aide de la priorité stratégique « adaptation », du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial.

*B* : Le changement climatique a des effets dans tous les secteurs du développement. Les projets d'adaptation financés dans le cadre de ces mécanismes visent à répondre à des besoins fondamentaux, tels que la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau potable, la santé

publique et les infrastructures côtières, pour ne citer qu'eux, dans un contexte marqué par un changement climatique et des enjeux sans précédent dans l'histoire de l'homme. La grande majorité des projets examinés dans le cadre de ces trois mécanismes traitent des effets de la modification du climat sur l'agriculture et l'approvisionnement en eau.

- Le chemin déjà parcouru montrant clairement que l'adaptation est liée au développement, nous proposons de définir l'adaptation comme un « développement à l'épreuve du climat ».

*C* : Il faut poursuivre notre effort d'adaptation à une échelle bien supérieure et mobiliser beaucoup plus de ressources.

- Cela étant, il est utile de s'arrêter sur le produit initial de l'action du FEM, car il s'agit de résultats concrets, fruit des premières mesures d'adaptation sur le terrain.

#### Photos

Couverture : Frank May/dpa/Corbis

Page 1 : Maarten van Aalst

Page 8 : Jeremy Horner/Corbis

Rédacteurs : Bonizella Biagini, Lars Christiansen,  
Rawleston Moore

Directrice de publication : Carollyne Hutter

Maquette : Patricia Hord.Graphik Design

Impression : Jarboe Printing

Tous droits réservés. Novembre 2007.  
Fonds pour l'environnement mondial  
1818 H Street NW, Washington, DC 20433

Le texte de la présente publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous une forme quelconque à des fins pédagogiques ou non commerciales, sans autorisation spéciale, sous réserve de la citation de la source. Le Secrétariat du FEM serait reconnaissant de recevoir un exemplaire de toute publication ayant utilisé la présente brochure comme source. Ces exemplaires peuvent être envoyés au Secrétariat du FEM à l'adresse indiquée ci-dessus.

La présente publication ne peut être utilisée pour la vente ou à toutes autres fins commerciales sans l'autorisation écrite préalable du Secrétariat du FEM. Toutes les images qui y sont contenues demeurent la propriété exclusive de leur source et ne peuvent être utilisées à une fin quelconque sans l'autorisation écrite de ladite source.



**FONDS  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
MONDIAL**

INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Pour tout renseignement, prière de s'adresser au :

Fonds pour l'environnement mondial

1818 H Street NW

Washington, DC 20433 USA

Téléphone : 202-473-0508

Télécopie : 202-522-3240

[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)